

Entre le licite et l'illicite : migrations, travail, marchés

Colloque international

Centre Culturel International de Cerisy-la-Salle, 50210 Cerisy-la-Salle

12 au 19 septembre 2011

Responsables scientifiques de la manifestation :

Angelina Peralva (LISST/UTM) peralva@univ-tlse2.fr et Vera Telles (Département de sociologie/Université de São Paulo) tellesvs@uol.com.br

Conseil scientifique : Dana Diminescu (Paritech et TIC-Migrations), Nick Mai (ISET/London Metropolitan University), Olivier Pliez (LISST-UTM), Michel Wieviorka (CADIS-EHESS) et Alain Touraine (CADIS-EHESS)

Présentation

Ce colloque international clôt un programme franco-brésilien de coopération développé sur quatre ans. Il a pour but de dresser un bilan des conditions de déploiement de trois marchés illégaux dans la mondialisation : le marché de travail, vecteur de multiples circulations illégales de travailleurs manuels « migrants » ; le marché illégal de menus articles qui pousse à des pratiques élargies de consommation, y compris au sein des populations pauvres, souvent *via* la contrefaçon et la contrebande ; et le marché de consommation de biens illicites (spécialement les drogues) qui participe – c'est notre hypothèse - à une dynamique économique étroitement imbriquée dans l'économie légale. Mondialisation des marchés et démocratie entretiennent ainsi des relations paradoxales. Dans bien des cas, les effets proprement économiques de ces marchés illégaux ne sont pas entièrement négatifs, dans la mesure où ils participent à une reconfiguration de la pauvreté, devenue plus complexe, plus hétérogène, moins évidente d'autant plus que se multiplient et se différencient les situations de travail, de consommation et d'accès aux ressources sociales, culturelles et économiques des sociétés touchées par la mondialisation. Mais, d'autre part, l'illégalité de ces marchés affecte directement le rapport à la loi et aux droits en vigueur dans les Etats-nations démocratiques, allant jusqu'à modifier même les conditions internes de fonctionnement de l'Etat.

Une dynamique démocratique en cours dans les pays pauvres semble en effet avoir rendu plus complexe la perception de la pauvreté. Les populations de ces pays seraient devenues moins captives de situations locales indésirables, et plus capables d'accéder à des marchés du travail mondiaux, notamment ceux situés dans les pays riches. Mais cette mobilité se paye en droits sociaux des migrants et elle installe d'importants marchés illégaux de travail au cœur des pays vers où ils migrent. La contrefaçon et la contrebande participent à la

mondialisation de la consommation et assurent aux populations pauvres, dans des pays pauvres comme dans des pays riches, l'accès à des biens autrefois inaccessibles ; très spécialement aux nouvelles technologies de communication et d'information, vecteurs de la formation de grands réseaux transnationaux de migrants circulants. Usine du monde, produisant une partie significative des menus articles de consommation désormais distribués à travers la planète, la Chine joue un rôle central dans ce dispositif : en tant que fournisseur de biens de consommation à bas prix à l'échelle mondiale, en tant qu'organisatrice directe de marchés locaux de consommation en vue de l'écoulement de ses produits et en tant qu'exportatrice de migrants commerçants et de travailleurs affectés à l'organisation de ces marchés locaux. Le trafic de drogues, d'armes, voire d'organes et d'êtres humains est partie prenante de ces marchés illégaux mondialisés. Ils se développent et s'élargissent en imbrication étroite avec des activités économiques légales et se bénéficient des mêmes mécanismes qui font de la contrebande un dispositif important de l'économie mondiale actuelle.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de la circulation illégale de travailleurs et de leur insertion dans des marchés illégaux de travail, ou de la circulation illégale de marchandises licites ou illicites, la mondialisation du travail et du commerce a favorisé le développement de mécanismes de traversée des frontières internes et internationales des Etats-nations qui remettent en cause, de l'intérieur, le rapport de l'Etat à la loi. Ces mécanismes sont en partie économiques, mais ils sont aussi politiques. Face au volume de personnes et de marchandises en circulation dans le monde actuel, exercer un contrôle sur qui circule ou quoi, et sur les conditions légales ou illégales dans lesquelles ces circulations s'effectuent, est devenu autrement plus difficile que par le passé. Mais la remise en cause de la capacité des Etats à contrôler des flux de marchandises et d'êtres humains fait place, dans bien des cas, à l'ambivalence politique de ces mêmes Etats face au caractère dynamique de certains marchés de travail ou de consommation, même lorsqu'ils transitent entre le licite et l'illicite. Ainsi, dans les pays riches, les expulsions limitent en partie la présence des migrants sans papier, alors même que les pouvoirs publics ferment les yeux à la présence de ces travailleurs dans de vastes secteurs de l'économie, comme l'agriculture, l'industrie du bâtiment et les services en général. Dans les pays pauvres, l'Etat ferme souvent les yeux à la contrebande parce qu'il reconnaît son impact dynamique sur les dispositifs commerciaux urbains qui répondent à des besoins de consommation de vastes secteurs de la population.

Mais cette ambivalence de l'Etat, à laquelle s'ajoute une limitation effective dans la capacité à exercer un contrôle sur des flux de marchandises et d'êtres humains, est à l'origine de la formation expansive d'un autre marché illicite, grâce auquel le passage des frontières institutionnelles et de la légalité en général acquièrent une certaine régularité. Dans ce marché circulent des « marchandises politiques » : licences, autorisations, faux papiers, procédures enrayées – tout l'arsenal d'instruments nécessaires pour que les obstacles légaux à la mondialisation des marchés soient contournés. Tous, y compris les marchés de drogues, d'armes voire parfois d'êtres humains seraient inconcevables à leur échelle actuelle s'ils n'étaient pas imbriqués de façon directe ou indirecte dans de grands marchés économiques licites, d'un côté ; et, en même temps, à des degrés très variables, dans l'appareil d'Etat.

Toutes ces questions acquièrent des expressions particulières dans différents contextes régionaux, nationaux et locaux. La violence n'est pas toujours un élément structurant de ces marchés. Au-delà de ces différences, néanmoins, la mondialisation leur a donné une certaine transversalité. Cela veut dire que le problème du rapport à la loi et de la consolidation démocratique dans de jeunes démocraties doit être examiné en rapport avec les nouveaux défis posés par la globalisation aux Etats-nations démocratiques, y compris dans les démocraties plus anciennes, supposées déjà consolidées.

La particularité de la manifestation que nous organisons repose sur la volonté de rompre le cadre spécifique des aires culturelles pour traiter ensemble des questions jusqu'ici abordées séparément, d'un côté en Amérique latine, de l'autre par des chercheurs ayant travaillé autour du bassin méditerranéen. Remettant partiellement en cause la cohérence entre économie, cultures et territoires, la mondialisation nous oblige, en effet, à ouvrir notre espace de travail et de réflexion pour mettre bout à bout des connaissances multi-situées. Il s'agit donc d'aborder de façon articulée, à la fois théorique et empirique, trois domaines de recherche – celui des nouvelles circulations migratoires, de leurs territoires et de l'économie informelle dans la ville à laquelle ces circulations sont liées ; celui des circulations marchandes de menus articles, souvent des contrefaçons, organisées en lien avec la Chine, en partie illégales, et de leur impact sur des situations locales ; celui des marchés de produits illicites, avec leurs modes propres de circulation, les relations qu'ils développent avec l'économie légale et, là encore, leur impact sur les situations locales. Cette dynamique de la mondialisation est traversée, voire rendue possible, par une nouvelle écologie digitale dont les effets se font sentir dans chacun des domaines abordés. Nous essayerons d'en tenir compte à chacune des étapes de ce débat.

Programme

Le colloque se déroulera sur cinq jours, le sixième étant consacré à établir un bilan du programme de coopération et à définir des perspectives futures. Chaque journée sera consacrée à un thème.

I – Frontières et Passages

Les nouvelles formes de mobilité et circulation qui caractérisent la contemporanéité ont induit des changements considérables du point de vue des frontières de l'expérience individuelle et collective. Non seulement les frontières territoriales se sont modifiées ; on observe simultanément une dénaturalisation des frontières identitaires. Et pourtant, malgré ces déplacements, les frontières institutionnelles se maintiennent, quel que soit le champ d'expérience considéré. Ainsi, malgré son caractère incertain, la ville reste un territoire administratif, même s'il s'ouvre de plus en plus à d'autres espaces de gestion. Les identités restent définies par des normes civiles et sociales, même si leur mise à l'œuvre par les sujets concernés s'effectue de façon mouvante et incertaine. L'Etat-nation subsiste, malgré l'affaiblissement de cet ensemble politico institutionnel, social et culturel autrefois appelé

« société nationale ». Il importe de saisir les logiques et les dynamiques de ces passages multiples, leurs pratiques, les ressources mobilisées, les réseaux construits, etc..

II – Mobilités, travail et marchés

La capacité des individus à traverser des frontières géophysiques mais aussi identitaires est en train d'induire une reconfiguration importante des formes d'inscription dans le monde du travail. Cette inscription s'effectue désormais dans un espace mondialisé et potentiellement ouvert. Elle s'accompagne de l'essor d'un « nouvel esprit » de l'entrepreneuriat, qui mobilise des initiatives individuelles et collectives variées, en puisant dans des dispositions et des compétences individuelles, tout en s'appuyant sur des réseaux aux figures diverses, comme dans le cas des solidarités culturelles et religieuses mobilisées par les circulations migratoires. Mais ce phénomène a aussi comme contrepartie l'extension du travail précaire et hors droits, ainsi que l'élargissement de l'économie informelle en général sur l'ensemble de la planète. L'implosion de la norme fordiste a eu comme conséquence la multiplication des formes de mise au travail et la redéfinition de l'ensemble du jeu social qui y est impliqué. Il importe de mettre côte à côte ces figures du changement, telles qu'on peut les observer dans différentes régions du monde, afin d'approcher la diversité qui les caractérise mais aussi la façon dont elles sont en train de redéfinir des places, des rôles, des hiérarchies, ainsi que des champs d'expérimentation, de tension et de conflits.

III – Articles « made in China », circulations marchandes et marchés urbains

Le marché des pauvres aurait-il un (ou des) centre(s) ? La montée en puissance de la Chine comme source d'approvisionnement en produits à bas prix est amplement médiatisée depuis son adhésion à l'OMC en 2001. Pour autant, les modalités concrètes de fonctionnement de ce marché, avec ses acteurs, ses espaces et ses connexions avec d'autres places marchandes de la mondialisation par le bas restent encore largement en friches. Nous constatons aujourd'hui que du Mexique à l'Inde et du Brésil à l'Algérie, la montée en puissance des marchés de gros chinois destinés aux commerçants chinois et étrangers attirent des acheteurs du monde entier et résonnent toujours un peu plus dans l'ensemble des Suds de la planète. Guangzhou ou Yiwu sont d'évidence emblématiques de nouvelles architectures transnationales en gestation, fondées sur la formation de places marchandes façonnées pour accueillir le plus grand nombre de petits grossistes dans les meilleures conditions. Un premier enjeu consistera à observer le changement d'échelle qui devient visible depuis une dizaine d'années, mais qui est à l'œuvre depuis au moins deux décennies. La mondialisation par le bas ne s'émancipe-t-elle pas de son creuset initial, celui des communautés transnationales liant un « ici » (les Nord(s) attractifs) à un « là-bas » (les Suds dominés) pour se recomposer dans un cadre global ? La recomposition des routes transnationales participe des facteurs de production et de hiérarchisation des places marchandes urbaines. C'est là un second enjeu majeur que nous discuterons. La mondialisation par le haut dispose aujourd'hui de ses espaces identifiés, connectés et hiérarchisés dans les villes globales. Nous postulons que la mondialisation par le bas se fonde aussi sur un système spatial cohérent mais qu'il est plus difficile à saisir car il lie des espaces

qui sont à la fois hétéroclites dans leur forme mais nécessairement liés entre eux afin d'assurer une circulation fluide et à bas prix des biens de consommation courante.

IV – Trafics et marchés illicites dans la mondialisation

En amplifiant les circulations humaines et marchandes, la mondialisation a ouvert également de nouvelles possibilités d'extension des trafics illicites. D'un côté, l'échelle spatiale et quantitative de ces circulations limite les conditions d'exercice d'un contrôle à leur rencontre. Dans le cas des trafics de drogues, pointe par exemple l'importance actuelle des transports par containers. Là encore, les frontières de la légalité apparaissent incertaines. Entre la légalité, ou parfois la légitimité, de la production de certains produits – coca, pavot, mais aussi les armes – et leur transformation en marchandises illicites, des frontières légales situées et mouvantes sont franchies. De l'autre, ces trafics s'inscrivent dans des logiques marchandes : ils participent à une dynamique définie en termes d'opportunités économiques, de risques encourus impliquant des relations coût-bénéfice, et, là encore, définie en termes d'incertitude quant aux frontières de la légalité.

V – Etat, régulations et droit face aux marchés illégaux mondialisés

Ces circulations amplifiées de marchandises et personnes, qui s'effectuent dans les limites incertaines du légal et de l'illégal, du licite et de l'illicite, remettent en question le rapport à la loi et les procédures de régulation des États-nations. Les modalités de contrôle se redéfinissent et se déplacent, devenant elles aussi mouvantes et parties-prenantes de l'érosion des frontières territoriales de chaque pays – en témoignent les dispositifs politiques de mise en réseau et les contrôles électroniques placés par les Etats au-delà de leurs propres frontières nationales. D'autre part, le rapport de l'État à la loi est chargé d'ambivalence. Il transite entre répression et tolérance à l'égard de pratiques et marchés situés entre le licite et l'illicite. Un processus modulé selon les circonstances locales et/ou les micro-conjonctures politiques, alors même que les mécanismes de contrôle et punition durcissent partout. Cette ambivalence de l'État se nourrit de son implication directe dans un marché d'un type particulier, où se négocient des « marchandises politiques » aux figures diverses et variées, grâce auxquelles il est possible de faire circuler des personnes et des produits, ce qui place ces dispositifs politiques au cœur de la mondialisation.

Entre le licite et l'illicite : migrations, travail, marchés

Lundi 12 septembre

Arrivée à Cerisy
Installation
Repas
Présentation du CCIC : Edith Heurgon

Mardi 13 septembre

Matin : Ouverture

10h00 : Présentation du colloque, Angelina Peralva, UTM et Vera Telles, USP
10h30 : Conférence d'ouverture : *Clandestins ou sans droits ?* Alain Touraine, CADIS-EHESS
11h30 : *Home Territories*, Dana Diminescu, Télécom Paritech et Tic-Migrations, MSH
12h00 : La parole à la salle
12h30 : Pause déjeuner
14h00 : Visite du château de Cerisy-la-Salle

Après-midi : Frontières et passages

15h30 : *Trajectoires migratoires et enfermement à la frontière orientale de l'Union Européenne*, Bénédicte Michalon, CNRS/ADES
16h00 : *Conditions de passage et d'installation en Espagne des migrants africains clandestins*, Pauline Carnet, LISST/UTM
16h30 : *Projet migratoire personnel et passage à l'action collective chez les migrants subsahariens au Maroc*, Mehdi Alioua, LISST/UTM et Centre Jacques Berque
17h00 : La parole à la salle
17h30 : *Traverser les frontières de sexe et de genre*, Daniel Welzer Lang, UTM et LISST
18h00 : *Industrie du sexe et migration internationale*, Nick Mai, MU/ISET
18h30 : *Usages d'Internet et pratiques illégales comme mode d'entrée dans une société de consommation*, Tom Dwyer, UNICAMP
19h00 : La parole à la salle

Soir : Cinéma débat

Mercredi 14 septembre : Mobilités, travail et marchés

Matin

10h00 : *Migrations, économies polycentriques et nouvelles frontières morales*, Laurence Roulleau-Berger, CNRS/IAO-ENS
10h30 : *Pentecôtisme et relations de travail au Brésil*, Ronaldo de Almeida, UNICAMP et CEBRAP
11h00 : *Des migrants sénégalais mourides aux étudiants africains d'Al Azhar. La légitimation religieuse d'activités commerçantes*, Sophie Bava, IRD/LPED

11h30 : *Dynamiques actuelles de la périphérie de São Paulo*, Robert Cabanes, IRD

12h00 : La parole à la salle

12h30 : Pause déjeuner

Après-midi

14h30 : *Les nouveaux territoires de la production et du travail : flexibilité et mobilités*, Jacob Lima, UFSCAR

15h00 : *La fabrication du prolétariat mobile*,

David Kyle, Université de Californie à Davis et Gifford Center for Population Studies

15h30 : *Migrants déclarés et non déclarés dans le travail agricole*, Alain Morice, CNRS/URMIS

16:00 : La parole à la salle

16h20 : *Sous-traitance et informalité dans l'industrie du bâtiment au Brésil et en France*,

Luciano Rodrigues, UNICAMP

16h40 : *Contrôle et liberté dans les projets de mobilité entre l'Espagne et la Bolivie*.

Leonardo de la Torre Avila, chercheur indépendant

17h10 : La parole à la salle

Soir : Cinéma débat

Jeudi 15 septembre :

Articles "made in China", circulations marchandes et marchés urbains

Matin

09h30 : Yiwu, marché chinois mondialisé. Gilles Guiheux, Université Paris-Diderot, Sedet

10h00 : *Renaissance des routes de la soie ?* Olivier Pliez, CNRS/LISST

10h30 : *Mille et une péripéties du comptoir africain en Asie...* Sylvie Bredeloup, IRD/CIMAMA

11h00 : *La route commerciale Chine-Paraguay-B Brésil aux frontières de l'illicite*, Rosana Pinheiro Machado, ESPM

11h30 : La parole à la salle

12h00 : Pause déjeuner

Après-midi

15h00 : *Organisations de vendeurs ambulants à Mexico*, Carlos Alba Vega, Colegio de México

15h30 : *Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'est algérien*, Saïd Belguidoum, UM et IREMAM

16h00 : *Marchés informels et l'Etat : entre tolérance et répression*, Carlos Freire, USP et LISST-UTM

16h30 : *Les circuits du commerce informel à São Paulo*, Douglas Toledo Piza, USP

17h00 : La parole à la salle

Vendredi 16 septembre :

Trafics et marchés illicites dans la mondialisation (I)

Matin

9h30 : *Le contexte mondialisé de la criminalité transnationale*, Jean Rivelois, IRD/URBI Environnement urbain

10h00 : Ricardo Vargas Mesa, chercheur colombien (à confirmer)

10h30 : La parole à la salle

11h00 : *Marchés de la drogue, Etat et économie légale au Brésil*, Jacqueline Sinhoretto, UFSCAR

11h30 : *Des réseaux cachés. L'implication de députés de la Commission Parlementaire d'Enquête brésilienne sur le narcotrafic dans la criminalité*. Fernanda de Almeida, UNICAMP

12h00 : La parole à la salle

Après-midi : Repos

Samedi 17 septembre :

Matin : **Trafics et marchés illicites dans la mondialisation (II)**

09h30 : *Drogues et trafics, entre globalisation et localisation*, Michel Kokoref, UNII et LLSS/Lasures

10h00 : *Déstructuration sociale, déviance et débrouille en Colombie*, Olga Gonzalez, Université du Luxembourg et GAC/MSH

10h30 : La parole à la salle

11h00 : *Chronologies du crime à São Paulo*, Sergio Adorno, USP et NEV-USP

11h30 : *Le commerce de détail des drogues à São Paulo*, Daniel Hirata, USP

12h00 : La parole à la salle

12h30 : Pause déjeuner

Après-midi : **Etats, régulations et droits face aux marchés illégaux mondialisés**

14h30 : *La mondialisation et les transformations actuelles du champ pénal*, Wanda Capeller, IEP, Toulouse

15h00 : *Redéfinition des espaces frontaliers dans le Brésil contemporain*, Marcos César Alvarez, USP et NEV-USP

15h30 : La parole à la salle

16h00 : *Les frontières de la loi comme champ de disputes*, Vera Telles, USP

16h30 : *Echanges illicites et marchandises politiques*, Michel Misse, UFRJ et NECVU

17h00 : *Mutation des marchés nationaux : retour sur une hypothèse historique*, Angelina Peralva, UTM

17h30 : La parole à la salle

18h00 : Pause

Soir :

20h30 : *Les valeurs universelles sont-elles universelles ?* Michel Wieviorka, EHESS-CADIS et MSH

Dimanche 18 septembre :

Matin : Discussion générale. Perspectives pour la recherche.

Après-midi : Réunion de bilan du programme CAPES-COFECUB

Lundi 19 septembre :

Départ.

Les intervenants (par ordre de passage)

Ouverture

Alain Touraine (CADIS-EHESS)

Dana Diminescu : Elle est sociologue, enseignant chercheur à l'Ecole d'Ingénieur Télécom Paritech, directrice scientifique du programme « TIC Migrations » de la FMSH Paris, Vice-présidente de la commission « Technologies et intelligence coopératives » du pôle de compétitivité Cap Digital, Experte dans le groupe Digital Literacy (Communication & e-Inclusion) pour la Commission Européenne, coresponsable du volet Ecologie sociale de la chaire TIC & Développement Durable du GET. Dans le cadre de son équipe de la MSH, elle a développé un e-diasporas atlas avec l'objectif de rendre visible et analyser la dynamique des systèmes migratoires sur le terrain numérique. Dans un texte fondateur de sa démarche, « Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique », elle suggère que « l'idée de concevoir le migrant dans un système global de mobilités s'inscrit dans une démarche sociologique conceptuellement faible et tâtonnante ». Elle a notamment dirigé le dossier « Tic, mobilités, migrations », *Réseaux*, février/mars 2010. (Cf. <http://ticmigrations.fr/>)

Le titre de sa communication à Cerisy est « Home Territories » et porte sur la manière par laquelle Internet à transformé à la fois l'expérience de la mobilité et celle de la vie privée, en rendant possibles de nouvelles modalités de présence à distance.

Résumé Aujourd'hui, la définition du migrant basée sur différentes formes de ruptures perçues comme fondamentales et radicales est à revoir. En revanche, un autre principe d'interprétation émerge : la mobilité et la connectivité fournissent une base de définition du migrant du 21^{ème} siècle. Mon objectif est d'ouvrir l'analyse des diverse modalités de déplacements enracinés, d'expériences connectées vécues par des membres de groupes socialement, temporellement et géographiquement situés. Je pense qu'une sociologie des migrations se doit d'être aujourd'hui une sociologie de la présence, une sociologie des gens connectés.

I – Frontières et passages

Bénédicte Michalon : Géographe, chargée de recherche au CNRS, laboratoire ADES – Aménagement, Développement, Environnement, Santé et Sociétés – UMR 5185, CNRS/ Université de Bordeaux. Elle a notamment codirigé avec Alain Morice le dossier « Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne », *Etudes rurales*, 2008/2 – 182, qui dresse un bilan de l'articulation travail précaire/migration clandestine à l'échelle de l'Europe. Le titre de sa communication à Cerisy est « Trajectoires migratoires et enfermement à la frontière orientale de l'Union européenne : des dynamiques imbriquées ».

Résumé : L'intégration des pays ex-communistes à l'Union européenne n'est pas seulement synonyme d'entrée dans un espace de « libre » circulation des hommes et des marchandises. Elle s'accompagne également de la mise en place d'institutions de contrôle des mobilités des ressortissants de pays tiers, elle-même partie intégrante de la diffusion de modèles et de pratiques de surveillance, de contention, d'empêchement et même d'enfermement des migrants que véhicule la mondialisation. Cette contribution porte sur une lecture spatiale de centres de rétention administrative pour migrants en attente d'expulsion, lecture qui est confrontée aux trajectoires de

migrants en rétention ou sortis de rétention. La Roumanie, Etat membre de l'Union européenne depuis 2007, est le cas d'étude ici privilégié. Ce pays n'a ouvert ses frontières qu'après 1989 ; son intégration européenne s'est accompagnée de la création d'institutions en charge de l'asile et du contrôle des migrations. Il y apparaît que les politiques de contrôle qui sont dédiées aux migrations produisent de l'enfermement. Mobilité et enfermement s'y révèlent étroitement imbriquées. Ainsi, les trajectoires migratoires sont de plus en plus marquées par des lieux d'enfermement pour étrangers (centres de rétention, zones de transit, postes-frontières). Ce sont non seulement des jalons, mais aussi des espaces de préparation de la suite du voyage. Le temps du parcours des migrants se rallonge avec les passages dans ces lieux. Les étapes ne sont plus de brèves interruptions, mais peuvent durer des mois, voire des années. Il y a une sorte d'inversion des rythmes : les migrants passent moins de temps à se déplacer qu'à attendre de pouvoir partir ou repartir. Ces lieux destinés aux étrangers sont insérés dans une nébuleuse de lieux d'enfermement : nombreux sont ceux qui passent aussi par des caches de passeurs, prisons, établissement militaires voire établissements psychiatriques. Les trajectoires migratoires révèlent ainsi une géographie de l'enfermement.

Mots-clés : Enfermement ; rétention administrative ; trajectoires migratoires ; Roumanie ; Union européenne.

Pauline Carnet : Elle est sociologue, doctorante au LISST-CERS, UMR 5193, CNRS/EHESS/Université de Toulouse le Mirail. Elle soutiendra en 2011 sa thèse sur les migrations clandestines et l'économie : souterraine à la frontière sud espagnole. Sur les questions qu'elle abordera à Cerisy, elle a notamment publié un article intitulé « Entre contrôle et tolérance. Précarisation des migrants dans l'agriculture d'Almeria », *Études rurales* 2008/2, 182, p. 201-218. Le titre de sa communication est « De l'ambivalence de l'Etat espagnol face aux conditions de passage et d'installation en Espagne des migrants africains clandestins ».

Résumé : Comment, dans une Europe qui renforce les contrôles à ses frontières extérieures au point d'apparaître comme une « forteresse », les passages clandestins sont-ils possibles ? Les Centres espagnols d'Internement pour Etrangers (CIE) se trouvent au cœur d'un croisement d'intérêts a priori opposés. Alors que leur objectif est de contrôler et d'expulser les migrants 'indésirables', ils sont pourtant partie prenante de leurs stratégies d'entrée en Europe. De fait, les migrants savent qu'un véritable 'tri' est à l'œuvre dans les CIE. Une partie des clandestins sont libérés en péninsule et pris en charge par différentes ONG, avant d'être 'mis en circulation'. Cette ambivalence des pouvoirs publics se poursuit, à différents niveaux administratifs, dans une logique d'insertion de ces migrants dans le marché de travail local, mettant en évidence, à travers ces modalités de gouvernance de la question migrante, les coopérations entre Etat, polices et ONG. Les migrants libérés par les CIE se retrouvent donc dans une situation particulière qui leur donne le sentiment d'être certes « clandestins », mais aucunement « illégaux ».

Mehdi Alioua : Il est sociologue et il soutient en juin prochain à l'Université de Toulouse II une thèse de sociologie sur la migration transnationale des Subsahariens qui font étape au Maroc. Il est l'auteur de nombreux articles sur ce sujet, dont « La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb. L'exemple de l'étape marocaine », in A. Bensaâd (éd.), *Marges et mondialisation : Les migrations transsahariennes*, Maghreb-Machrek n°185, 2005, p. 37-58 ; "People are dying on the southern borders of Europe", in *Migration, Human Rights and Terrorism in Morocco and the Netherlands* , Press Centre Nieuwspoor, La Haye, Pays-Bas, 2006, p. 39-50 ; ou

« Transmigrants subsahariens et externalisation des frontières de l'Europe », in *Altérité, dynamiques sociales et démocratie*. Paris, LGDJ, 2010. Contact : mehdialioua@gmail.com

Résumé : La migration transnationale par étapes des Africains subsahariens qui leur fait traverser l'Afrique avec souvent l'espoir de passer en Europe, en passant par les pays du Maghreb, ne peut pas seulement être comprise par les prismes du transit et de la déterritorialisation. En effet, une fois partis de chez eux avec un projet migratoire personnel, ces *transmigrants* se réorganisent collectivement durant les *étapes* qui rythment leur périple. Durant ces *étapes*, ces individus se "reconnaissent" entre eux et coopèrent, créant peu à peu une histoire commune, une "aventure" : leur projet migratoire et leur forme migratoire se ressemblent et les rassemblent. Ils s'ancrent ainsi dans les sociétés maghrébines, en y implantant de véritables relais migratoires et en y formant des collectifs d'entraide : ces transmigrants ne font pas que se projeter dans l'ailleurs, confondant vitesse et précipitation, la mobilité accrue rendant impossible la coopération. Ils s'aménagent des espaces habitables confortant leur emprise sur les étapes qu'ils établissent. Mais depuis 2005 et les événements tragiques de Sebta et Melilla ayant entraîné la mort d'au moins 14 Africains noirs et une répression sans précédents des autorités marocaines sous pression de l'UE, les collectifs de transmigrants subsahariens au Maroc prennent une dimension particulière en passant de la seule fonction d'entraide au militantisme politique. Ces « nouveaux militants » espéraient pour la plupart passer un jour en Europe mais se retrouvent bloqués du fait des politiques migratoires européennes restrictives. Des collectifs militants sont alors apparus, revendiquant localement et à l'échelle transnationale le respect des droits des transmigrants au Maroc, même si la plupart d'entre eux ne veulent pas s'y installer durablement, ouvrant ainsi les débats sur le droit à la libre circulation. Les transmigrants subsahariens sont ainsi passés du projet migratoire individuel à la réorganisation collective en cours de route, puis à la revendication politique malgré la diversité des origines, la déterritorialisation et l'errance. Est-il possible alors qu'au-delà des situations de précarité et des répressions étatiques que vivent ces nouveaux venus au Maroc, ils soient également porteurs de nouvelles formes d'appartenances, de mobilisation et de pratiques cosmopolites aux marges de l'Europe ?

Daniel Welzer-Lang : Sociologue à l'Université du Mirail, spécialiste du genre et des masculinités, en particulier des questions liées aux violences, aux sexualités, aux renégociations des rapports de genre, Daniel Welzer-Lang a publié une vingtaine d'ouvrages. Parmi les derniers: *Nous les mecs, essai sur le trouble actuel des hommes* (Payot, mars 2009) et un ouvrage collectif: *Masculinités*, 2011, Erès (coédité avec Chantal Zaouche). Il est aussi le cofondateur du réseau international des recherches sur les hommes et les masculinités (Québec). Contact : dwl@univ-tlse2.fr Le titre de sa communication à Cerisy est « Traverser les frontières de sexe et de genre ».

Résumé : La communication aborde la question du genre et des sexualités dans le contexte de la mondialisation du "commerce du sexe". Et ceci de deux manières: d'une part, en posant des questions de méthode. Comment observer ce qui se déroule dans des frontières souvent considérées comme invisibles par les chercheurs-e-s académiques? Comment adapter nos méthodes en intégrant problématique du genre et des sexualités? D'autre part, en procédant à l'analyse de la toile de fond de ce qui est parfois appelé "trafic d'êtres humains", notamment le désir de migrer en Europe de

personnes stigmatisées pour des raisons croisant motivations économique et refus de l'hétéro norme.

Nick Mai : Sociologue, professeur d'études migratoires, Institute for the Study of European Transformations, ISET, London Metropolitan University. Il est notamment l'auteur (avec King, R.) de *Out of Albania*, Oxford: Berghahn, 2008, de très nombreux articles et, en français, de *L'Errance et la prostitution des mineurs et des jeunes majeurs migrants dans l'espace de l'Union Européenne*, 2007, available online (in French and English) as ISET Working Paper 2: www.londonmet.ac.uk/research-units/iset/wps/wps_home.cfm. Le titre de sa communication à Cerisy est «Sexualité, genre et migration internationale »

Résumé : Le lien actuel entre migration et l'industrie globale du sexe dérive des transformations observables aux plans géopolitique, économique et moral de l'ordre établi et des formes de subjectivité qui s'y associent. A contre-courant des interprétations en termes de victimisation et de criminalisation proposées par la rhétorique et par les politiques anti-traffic, beaucoup de jeunes hommes et femmes en migration travaillent dans l'industrie du sexe globalisée et négocient ainsi des espaces d'autonomie économique et psychologique vis-à-vis de leurs lieux d'origine, tout en inscrivant leurs styles de vie et leurs identités dans des logiques transnationales, diasporiques et cosmopolites. A travers des matériaux ethnographiques et des entretiens inédits avec des hommes, des femmes et des transgenres, liés à l'industrie du sexe autant comme travailleurs que comme agents, j'analyserai la façon par laquelle des conceptions essentialistes du genre et des normativités sexuelles sont reproduites et remises en cause à travers des pratiques situées, telles que la migration et le travail du sexe, plutôt qu'à travers des discours verbalisés. Ce faisant, j'entends déconstruire certaines conceptions hégémoniques concernant l'implication des jeunes migrants dans le commerce global du sexe en termes de « trafics » et « exploitation » pour montrer comment la logique (anti)traffic de « l'intervention humanitaire » génère des formes de solidarité et de soutien qui, paradoxalement, renforcent des dimensions morales, économiques et géopolitiques de subalternité.

Tom Dwyer : Tom Dwyer est sociologue, professeur à l'Institut de Philosophie et Sciences Humaines de l'Université de Campinas. Contact : tom@unicamp.br. Le titre de sa communication à Cerisy est « Usages d'Internet et pratiques illégales comme mode d'entrée dans une société de consommation ».

Résumé : L'accès à une offre illégale de biens et services présente sur Internet peut assurer à une population jeune et dépourvue de revenus élevés d'avoir accès à des niveaux de consommation qui leur auraient été inaccessibles s'ils devaient être achetés dans les marchés légaux. Les jeunes s'habillent, s'amuse et écoutent de la musique. La musique leur arrive via des réseaux P2P. Les loisirs comprennent la consommation de drogues illégales et des vêtements contrefaits. Comme l'a dit l'un de nos interviewés : « nous aimons les vêtements de marque, même lorsqu'ils sont fabriqués au Paraguay ». Les plus pauvres évoquent le plaisir de partager un univers de la consommation qui rappelle, dans certaines de ses dimensions, celui des riches. Les implications de cette expérience seront discutées à partir d'une théorie du sujet. Cette réflexion est fondée sur un ensemble d'enquêtes effectuées d'un côté au Brésil, de l'autre en France.

II – Mobilités, travail, marchés

Laurence Roulleau Berger : Sociologue, Directrice de recherches au CNRS, Ecole Normale Supérieure de Lyon, Institut d'Asie Orientale UMR 5062 CNRS. Associée au Centre de Recherches Sociologiques de l'Université de Pékin. Responsable scientifique du *Pôle ISH (Lyon) International et Interdisciplinaire Espaces, Travail et Mondialisation*. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages sur la sociologie chinoise contemporaine. Sur les migrations, voir notamment *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, PUM, 2007. Le titre de sa communication à Cerisy est « Migrations, économies polycentriques et nouvelles frontières morales ». Contact : Laurence.Roulleau-Berger@ens-lyon.fr

Résumé : Aujourd'hui nous voyons émerger des espaces circulatoires « sous tension » où naît une diversité de *dispositifs économiques polycentriques*, hiérarchisés entre eux dans un contexte de pluralisation et d'ethnisation des économies et des sociétés urbaines. Les migrants développent des carrières qui rendent compte de la production d'*inégalités multisituées*, qui mettent à jour des économies morales et des grammaires de la reconnaissance. L'épreuve migratoire se construit à partir de bifurcations voire de carrefours biographiques qui s'inscrivent dans des processus d'*individuation située et globalisée* et rendent compte d'un processus de construction d'une stratification sociale globalisée où apparaissent une nouvelle *upper-class* et une nouvelle *underclass* internationale.

Ronaldo de Almeida : Il est anthropologue, spécialiste des nouvelles dénominations protestantes et de la ville, professeur à l'IFCH, Université de Campinas, chercheur au CEBRAP. Parmi ses recherches et publications sur la reconfiguration du panorama religieux brésilien, on retrouve d'importants phénomènes de circulation religieuse – circulation entre religions et instrumentalisation de différentes religions selon différents objectifs de vie. Le titre de sa communication à Cerisy est « Essor du pentecôtisme brésilien et transformations des relations de travail au Brésil ».

Résumé : En prenant appui sur des approches ethnographiques, nous rendrons compte des transformations récentes du pentecôtisme brésilien en parallèle avec celles intervenues au niveau des relations de travail, de la dynamique urbaine, des processus migratoires et des nouveaux standards de la violence dans des contextes métropolitains tel celui de São Paulo. Il s'agit de comprendre comment la diversité interne du champ religieux, en particulier celle du pentecôtisme, s'articule de façon étroite à ces transformations, en favorisant l'expansion de certaines religions au détriment d'autres.

Sophie Bava : Anthropologue, Chargée de recherches à l'IRD, chercheuse au Laboratoire Population, Environnement, Développement, LPED, UMR 151, Université de Provence/IRD, responsable du programme MIGRELI (Institutions religieuses et d'origine confessionnelle sur les routes de la migration africaine). Sophie Bava est l'auteure d'une thèse remarquée, soutenue en juin 2002 à l'EHESS de Marseille : *Routes migratoires et itinéraires religieux. Des pratiques religieuses des migrants sénégalais mourides entre Marseille et Touba*. Elle a notamment coordonné, avec S.Capone, un dossier de la revue *Autrepart* (n°56, 2010) sur *Migrations et transformations des paysages religieux*. Elle a publié une vingtaine d'articles sur ces thématiques (cf. <http://dev.chamoun.fr/migreli/spip.php?article20>). Le titre de son intervention à Cerisy : « Des migrants sénégalais mourides aux étudiants africains d'Al Azhar: la légitimation religieuse d'activités commerciales en milieu urbain ».

Résumé : Si les jeunes étudiants « azharis » originaires d'Afrique de l'Ouest sont recrutés, et en principe, financés par l'université d'Al Azhar jusqu'à l'obtention de leur licence, les conditions d'études deviennent de plus en plus difficiles. Sans aucun soutien économique, ils peuvent difficilement venir à bout de leur cursus avec la petite bourse d'Al Azhar et se lancent ainsi dans diverses activités économiques. Ils se servent alors de leurs compétences religieuses, de leur faculté à parler l'arabe et à connecter des territoires entre l'Afrique et l'Égypte pour se lancer dans le commerce ou pour proposer leurs services à des entrepreneurs économiques mieux installés. Les enquêtes que je mène depuis plusieurs années entre l'Afrique, la France et le monde arabe m'ont amenée à questionner les espaces religieux comme des espaces ressources de la migration. En suivant les commerçants mourides j'ai ainsi rencontré les réseaux d'Al Azhar et entrepris des enquêtes au Caire. Dans cette communication je propose à travers deux exemples - les migrants mourides à Marseille et les étudiants Azharis au Caire - de comparer et de mesurer le rôle du réseau religieux dans la mise en œuvre de pratiques voire de réseaux économiques. Nous partirons du postulat que la religion peut être travaillée comme une ressource, une compétence permettant des solidarités économiques et que la religion permet de légitimer certaines pratiques économiques, et non de celui qui verrait des réseaux religieux tout puissant contrôler des mondes économiques.

Robert Cabanes : Il est sociologue, spécialiste du Brésil, chercheur émérite à l'IRD, UR 105, Savoirs & développement. Le titre de sa communication à Cerisy est « Dynamiques actuelles de la périphérie de São Paulo ».

Résumé : A partir de l'observation de la croissance des marchés illégaux (précarisations du travail associées au développement de trafics en tous genres) dans la banlieue de São Paulo, on se propose de décrire les liaisons qui s'effectuent entre la réaction explicite relative au travail et une résistance souterraine moins explicite qui s'appuie sur une vieille expérience de la précarité et une expérience contemporaine du religieux en amont du politique.

Jacob Lima : Sociologue, professeur à l'Université Fédérale de São Carlos, spécialiste des nouvelles transformations des relations de travail au Brésil sous l'impact de la mondialisation. Le titre de son intervention à Cerisy est « Les nouveaux territoires de la production et du travail : flexibilité et mobilités. » Contact : jacobl@uol.com.br

Résumé : Depuis les années 90, l'industrie de chaussures brésilienne, pendant longtemps fortement implantée dans la région Sud-sud-est du Brésil, s'est relocalisée dans le Nord-est du pays, en adoptant des stratégies de réduction des coûts à partir d'un ensemble de changements au niveau de la mobilisation de la force de travail. Il s'agit donc d'aborder les processus de mobilité spatiale de la production et du travail industriel dans le secteur des chaussures et son impact sur les mobilités des travailleurs. Des mobilités plurielles, car il s'agit là non seulement de la circulation des travailleurs au sein des marchés de l'emploi (formel et informel), mais aussi des relations de travail, relevant de divers modes d'institutionnalisation – formes de salariat, types de contrat, modalités d'autogestion (formelles et/ou de facto) ou de travail autonome au sein de l'espace domestique ou familial. En d'autres termes, il s'agit d'analyser la généralisation de formes salariales différenciées (du point de vue du droit du travail) et la reproduction de formes atypiques de relations de travail (bien que traditionnelles dans les industries du secteur), en lien avec les dynamiques de la mondialisation. Analyser aussi des changements au niveau de la configuration de ces catégories de travailleurs face à la restructuration économique, jusques et y compris du point de vue de leur fragmentation

identitaire, au sein et en dehors de la condition salariale, ayant pour référence la mobilité spatiale de la production.

David Kyle : Il est sociologue, Ph.D., John Hopkins University, Associated Professor à l'Université de Californie, Campus de Davis. Il est directeur exécutif du Glifford Center for Population Studies à UC Davis. Ses recherches portent notamment sur le thème des liens entre migrations transnationales et développement et celui de la criminalité transnationale. Outre de nombreux articles, il a notamment publié, *Transnational Peasants : Migrations, Networks and Ethnicity in Andean Ecuador*. Baltimore : John Hopkins University Press, 2000, où il examine l'usage fait par les Indiens Otavalos de leurs produits culturels pour s'inscrire dans un marché mondialisé ; et (avec Rey Koslowski), *Global Human Smuggling : Comparative Perspectives*. Baltimore : John Hopkins University Press, 2001. Il prépare une réédition de « *Global Human Smuggling* ». Le titre de sa communication à Cerisy est « La fabrication du prolétariat mobile ».

Alain Morice : Anthropologue, Directeur de recherches au CNRS, chercheur à l'Unité de Recherches Migrations et Sociétés, URMIS, UMR 205, Université Paris-Diderot/Université de Nice-Sophia Antipolis/IRD/CNRS, membre de l'association Migreurop. Sur ces thématiques, il a notamment publié, avec Bénédicte Michalon, le dossier « Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne », *Etudes rurales*, 2008/2 – 182, qui dresse un bilan de l'articulation travail précaire/migration clandestine à l'échelle de l'Europe. Le titre de son intervention à Cerisy est « Migrants déclarés et non déclarés dans le travail agricole ».

Résumé : En Europe, notamment dans les pays riverains de la Méditerranée (Espagne, France, Italie, Grèce), la culture intensive de fruits et légumes a donné lieu à diverses variantes du « modèle californien », popularisé par J.-P. Berlan, faisant appel à une importante masse de saisonniers, en général étrangers et maintenus au pays de provenance entre deux « saisons », avec le racisme pour levier idéologique. De manière générale, privés de certains droits travaillistes et subissant de nombreux abus, ces travailleurs sont disposés (en théorie du moins) à endurer de médiocres conditions de travail et de logement, afin d'accumuler le plus possible de gains salariaux pendant les périodes de travail agricole. Ils sont ainsi en proie à des systèmes basés sur des types variables de mobilisation, où se combinent travail légal et travail illégal, contrats fictifs, concurrence entre groupes nationaux ou avec les journaliers « locaux », confiscation d'une partie des gains, actions disciplinaires ou paternalistes des intermédiaires et chefs d'équipe, notamment. La communication notera combien de tels systèmes, réputés archaïques ou adéquats pour les migrants, paraissent inspirer les nouvelles politiques de précarisation du travail salarié en général. Se basant sur trois sous-modèles, eux-mêmes inspirés de recherches en Provence française, en Andalousie espagnole et dans le Mezzogiorno italien, elle fera ressortir tant l'originalité de chaque système quant aux conditions de mise en œuvre de cette force ouvrière que quant aux capacités qu'a cette dernière de résister aux injustices.

Luciano Rodrigues : Sociologue, docteur en sociologie par l'UNICAMP, il a consacré sa thèse aux conditions de travail dans l'industrie du bâtiment au Brésil et en France. Le titre de sa communication à Cerisy est « Sous-traitance et informalité dans l'industrie du bâtiment au Brésil et en France ».

Résumé : Il s'agit d'effectuer une analyse comparative du marché de travail dans le secteur du bâtiment, sous-secteur construction de logements, au Brésil et en France dans un contexte de

flexibilisation de la production. A partir de recherches ethnographiques développées dans deux chantiers situés, au Brésil dans la Région Métropolitaine de Belo Horizonte et en France, dans la ville de Toulouse, nous aborderons des questions en lien avec l’informalité des contrats de travail avec un transfert des illégalités des grandes vers les petites entreprises : dans le cas français, vers les agences d’intérim et au Brésil vers de petites entreprises clandestines appelées « Gatos » (Chats). L’accent sera mis sur la perception des travailleurs face à ces illégalités et à leurs stratégies face au marché. Dans le cas français, l’accent sera mis sur la place occupée par les migrants clandestins ou porteurs de titres de séjour précaires employés par les agences d’intérim – des migrants qui traversent des frontières géographiques et identitaires à la recherche d’emplois précaires rejetés par la population locale. Au Brésil, cette branche économique s’est toujours caractérisée par l’emploi massif de travail informel de migrants nationaux, originaires des Etats plus pauvres du pays, mais elle cherche aujourd’hui à stabiliser ces travailleurs, même si l’économie informelle reste majoritaire. Le quotidien de deux chantiers et les témoignages de leurs travailleurs seront mis en évidence. D’un autre côté, dans les deux pays, les entrepreneurs s’appuient sur la fragilité des mécanismes de contrôle pour passer outre la législation.

Leonardo de la Torre Avila : Il est sociologue et chercheur indépendant. Il est l’auteur de deux livres : *No llores, prenda, pro volveré : migracion, movilidad, social, herida familiar y desarrollo* (PIEB, IFEA, 2006) ; et (avec Yolanda Alfaro Armayo) *La cheganhada : caminos y sendas de desarrollo en los Municipios migrantes de Arbieta y Toco* (PIEB, CESU et DICYT-UMSS, 2007), où il examine l’articulation migration et développement à partir d’un groupe de migrants boliviens du muncipe d’Arbieta installés clandestinement aux Etats-Unis. Les revenus qu’ils obtiennent dans l’industrie du bâtiment sont réinvestis dans la culture de la pêche, localement appelée « pêche américaine ». Depuis octobre 2010, il est consultant de la Direction Générale du Régime Consulaire du Ministère des Affaires Etrangères de Bolivie pour la préparation d’un projet de loi concernant les migrations boliviennes. Le titre de sa communication à Cerisy est « Contrôle et mobilité dans les projets de circulation entre l’Espagne et la Bolivie ». Contact : impermeableamarillo@gmail.com

Résumé : La crise économique qui a touché l’Espagne a induit des politiques de retour « volontaire » des migrants boliviens installés dans ce pays. Cependant, ces politiques, autant du côté espagnol que du côté bolivien semblent ignorer la tradition de migration cyclique qui caractérise les migrants andins, et les migrants boliviens en particulier. Un conflit se dessine autour du contrôle du projet migratoire. D’un côté, les états et diverses instances politiques essayent d’orienter le projet migratoire vers le retour ; de l’autre, le migrant s’efforce de défendre le vieux modèle de la migration cyclique et de garder prise sur son projet migratoire dans un contexte devenu de plus en plus complexe.

III – Articles « made in China », circulations marchandes et marchés urbains

Gilles Guiheux : Il est socio-historien, spécialiste de la Chine, professeur à l’Université Paris-Diderot et chercheur au laboratoire SEDET. Sur les thématiques qui nous intéressent, il est l’auteur de nombreux articles dont “Shanghai, société de consommation», in Nicolas Idler (dir.), *Shanghai*, Paris, Robert Laffont, 2010, pp. 322-339 ; “Les matériaux pour la monographie d’un territoire chinois. Le cas d’une ville marchande”, *terrains & travaux*, 16, 2009, pp. 153-174 ; “The promotion of a new calculating Chinese subject. The case of laid-off workers turning into entrepreneurs”, *Journal of Contemporary China*, vol. 16-50, February 2007, pp. 149-171 ; “Le renouveau du capitalisme familial.

Défense et illustration par un entrepreneur du Zhejiang”, *Perspectives chinoises*, 87, janvier-février 2005, pp. 22-32.

Résumé : La Chine n’est pas seulement l’atelier du monde, c’est aussi un immense marché. Ce ne sont pas seulement des usines ou des ateliers ruraux ; ce sont aussi de multiples espaces de circulation et d’échange des produits, marchés ruraux et urbains, marchés de gros et de détail, marchés généralistes et spécialisés, expositions commerciales temporaires et permanentes. Certains de ces espaces sont des points de contact entre les producteurs chinois et le reste du monde. Les acheteurs internationaux y sont aussi bien des représentants salariés de grandes firmes mondialisées de la distribution que de petits commerçants indépendants de pays en voie de développement. Dans cet univers des foires commerciales, la ville d’Yiwu (province du Zhejiang) présente une trajectoire originale. Ancien gros bourg rural, la ville est devenue en 20 ans une agglomération de près d’1 million d’habitants qui compte une quinzaine de marchés de gros ouverts de manière permanente tous les jours de l’année. Le paradoxe apparent est donc que dans une économie mondialisée où la communication est quasi instantanée, acheteurs et vendeurs éprouvent encore le besoin de se rencontrer physiquement sur des marchés.

Olivier Pliez : Géographe, directeur de recherches au CNRS, laboratoire LISST, UMR 5193, CNRS/Université de Toulouse. Il a reçu la médaille de bronze du CNRS pour ses recherches sur la Libye et son livre *La nouvelle Libye. Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l’embargo*. Karthala, 2004. Sur Yiwu et sa centralité en tant que place marchande chinoise de portée mondiale, il a publié, entre autres, « Toutes les routes de la soie mènent à Yiwu (Chine). Entrepreneurs et migrants musulmans dans un comptoir économique chinois ». *Espace géographique*, 2010-2, 131-144 et « Des jeans chinois dans les rues du Caire », *M@ppemonde*, 2007

Résumé : Les routes de la soie renaissent-elles entre la Chine et les mondes arabe et musulman ? Au-delà des lectures médiatiques, de nouvelles routes transnationales se dessinent dans l’entrecroisement de logiques marchandes, géopolitiques, religieuses... L’éclectisme croissant des espaces discrets de la mondialisation pose question aux sciences sociales. Notre objectif consiste à réfléchir à ces espaces urbains reliés par des flux transnationaux de marchandises et de personnes, à nuancer l’image omniprésente de la ville globale pour porter attention aux arrangements socio-spatiaux locaux qui rendent ces échanges à longue distance possibles.

Sylvie Bredeloup : Elle est socio-anthropologue, directrice de recherches à l’IRD, chercheuse au Laboratoire Population, Environnement, Développement, LPED, UMR 151, Université de Provence/IRD, responsable du programme CIMAMA (Circulations et recompositions territoriales entre l’Afrique subsaharienne, le monde arabe et l’Asie). Elle est notamment l’auteure d’un livre important, *La Diams’pora du fleuve Sénégal*, publié en 2007 aux PUM, où elle examine le lien entre la formation des grands marchés mondiaux du diamant et leur articulation avec un trafic porté par des migrants circulants. Le commerce de pierres précieuses est à l’origine de la formation, plus tard, en Asie (d’abord à Dubaï et aujourd’hui en Chine) de comptoirs africains, avec leurs « traders » (opérateurs du marché de gros), qui organisent le commerce chinois vers l’Afrique. Le titre de sa communication à Cerisy est « Mille et une péripéties du comptoir africain en Asie... »

Résumé : Sur la base de travaux de terrain réalisés à la fois en Afrique de l’Ouest (Bamako, Dakar, Ouagadougou et Praïa) et en Asie (Bangkok, Dubaï, Guangzhou et Hong Kong), il s’agira d’apporter un éclairage sur l’histoire de la formation du comptoir africain en Asie et de ses rebondissements. Deux logiques économiques semblent avoir présidé à son émergence bien que progressivement elles se

soient fondues pour ne former qu'un même dispositif. Tout d'abord, ce sont les pierres précieuses qui sont à l'origine, au milieu des années 1980, de la construction d'un réseau marchand entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Elles ont permis aux commerçants africains, essentiellement maliens, de prendre place dans des villes asiatiques et, à partir de ces postes, de prospecter de nouveaux marchés. Contemporaine, l'autre logique a conduit les commerçants africains qui se déplaçaient jusqu'alors du continent noir vers Dubaï, plate-forme mondiale de réexportation des produits chinois, à remonter la filière jusqu'à la source, dans les zones économiques spéciales de RPC. Les ressortissants de l'Afrique subsaharienne circulent d'une place marchande à l'autre, en fonction des avantages comparatifs qui leur sont proposés - infrastructures portuaires et aéroportuaires d'envergure, équipement hôtelier adapté, connexion à un tissu d'entreprises performantes dans l'arrière-pays -, et en lien avec les politiques migratoires prises par les différents Etats, composant à leur façon de nouveaux réseaux de villes. Dans la formule du comptoir, c'est l'ancrage des traders, en des lieux stratégiques, négocié avec la société d'accueil qui permet la circulation mais aussi l'installation provisoire des innombrables visiteurs. Mais quel peut être l'avenir du comptoir africain en Asie dès lors où les Chinois investissent les mêmes créneaux, où la dynamique de renouvellement urbain se propage dans les grandes métropoles asiatiques compromettant le maintien des Africains dans les quartiers centraux et où enfin les politiques migratoires se durcissent en Asie à l'endroit des étrangers ?

Rosana Pinheiro Machado : Anthropologue, docteur de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, professeur à l'École Supérieure de Publicité et Marketing, ESPM/RS. Le titre de sa communication à Cerisy est « La route commerciale Chine-Paraguay-Brésil aux frontières de l'illicite ». Contact : machado@espm.br

Résumé : A partir de la fin des années 70, les marchés informels de rue brésiliens ont commencé à connaître un essor important, se spécialisant dans la vente de marchandises à bas coût et contrefaites, achetées au Paraguay – pays situé à la frontière sud du Brésil – et fabriquées dans la province chinoise de Guangdong. Ce papier a pour but d'élucider les points de contact de cette chaîne commerciale, en rendant compte d'une enquête ethnographique multi-située, menée depuis 1999 entre le Brésil, le Paraguay et la Chine. L'un des résultats obtenus par l'étude pointe l'importance de la diaspora chinoise dans la formation d'une *global commodity chain*. Ce processus migratoire a joué un rôle d'une très grande importance dans la médiation entre le marché producteur chinois et le marché consommateur brésilien. En observant le système formé à partir de l'implantation des Chinois au Paraguay, enfin, ce travail cherche à discuter également les valeurs, les récits et les moralités sur des biens (il)licites et (il)légaux qui circulent à l'intérieur de la chaîne, ainsi que les pratiques de travail (in)formelles présentes depuis la Chine jusqu'au Brésil.

Carlos Alba Vega : Carlos José Alba Vega est sociologue, spécialiste des acteurs du champ économique, professeur au Colégio de México, Mexique.

Résumé : Dans ce travail sont examinées quelques caractéristiques des ambulants et leurs organisations dans la ville de Mexico, mises en perspective à partir d'observations relatives à la ville de São Paulo, Brésil. Les points de comparaison seront les suivants : a) les origines socioéconomiques, géographiques et le profil socioprofessionnel des ambulants ; b) les caractéristiques des organisations du point de vue des liens entretenus avec les partis politiques et des relations avec le gouvernement. On essaiera de montrer que celles de Mexico transitent d'une relation corporative à une relation clientéliste, tandis que celles de São Paulo présentent un degré

plus important d'autonomie et d'indépendance, même si elles contiennent également des éléments de clientélisme ; c) l'occupation du sol urbain par le commerce de rue est fondamental dans les deux villes, relevant d'une négociation politique entre les organisations de vendeurs et les autorités locales ; d) la dimension culturelle (fêtes et repas) et religieuse est plus évidente à Mexico qu'à São Paulo ; e) dans les deux villes, le commerce informel, en apparence non régulé économiquement, s'effectue sous des formes de régulation sociale et politique informelles mais qui permettent d'assurer leur fonctionnement.

Saïd Belguidoum : Sociologue, MCF Université de la Méditerranée, chercheur à l'IREMAM, UMR 6558, CNRS/Université Aix-Marseille, responsable du Pôle de la Recherche Urbaine en Algérie, PRUA. Le titre de son intervention à Cerisy est « Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'Est algérien : reconfiguration urbaine et nouvelles données sociales ».

Résumé : La prolifération des marchés « Dubaï » en Algérie atteste de la vitalité des commerçants importateurs qui de Marseille à Tripoli, du Proche orient aux pays du golfe et jusqu'à la Chine et Yiwu, ont mis en place un réseau à la fois souple et solide de distribution des produits de consommation. S'il n'est pas une ville algérienne qui ne soit touchée à des degrés divers par ces dynamiques marchandes, c'est surtout dans l'Est algérien que ces réseaux de commerçants ont acquis une visibilité en s'appuyant sur des villes moyennes et petites, devenues de véritables places de négoce contrôlant le marché de la distribution. Il s'agira d'apporter un éclairage sur ces nouvelles dynamiques et de montrer comment dans les interstices laissés libres par l'Etat, les réseaux commerçants se sont mis en place. Entre licite et illicite, cette accumulation marchande se matérialise dans l'espace urbain participant à la reconfiguration des villes et interroge les restructurations sociales qui en découlent.

Carlos Freire : Carlos Freire est sociologue, doctorant du programme de formation doctorale en sociologie de la FFLCH de l'université de São Paulo, chercheur au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires, LISST, UMR 5193, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail/EHESS. Le titre de sa communication à Cerisy est « Marchés informels et l'Etat : entre tolérance et répression ».

Résumé : Le marché informel est à l'heure actuelle un aspect saillant de la vie des grandes métropoles et il articule des flux de marchandises diverses à l'échelle planétaire. Des marchandises aux origines variées trouvent chez les multiples vendeurs de rue leur principale voie de distribution commerciale. Sur les trottoirs, divers circuits de production se croisent, depuis les petits producteurs de fond de cour, en passant par de grandes entreprises nationales jusqu'à des entrepreneurs du secteur des importations qui opèrent avec la contrebande et la contrefaçon. A São Paulo, les centres traditionnels de consommation populaire dans la ville constituent des voies d'accès à un vaste marché populaire qui s'étend bien au-delà du périmètre local, en attirant des vendeurs originaires d'autres régions du pays, voire d'autres pays. Autour de la distribution de marchandises gravitent des producteurs et des importateurs. La régulation de ce commerce illégal, des modes d'occupation de l'espace et les liens avec le commerce légal fait l'objet de multiples essais de régulation publique des points occupés dans les rues et d'un jeu compliqué entre tolérance et répression à l'origine d'une série de conflits et d'accords passés entre les ambulants, les magasins ayant pignon sur rue, des hommes politiques, des contrôleurs de la mairie, des associations, des syndicats jusqu'à des groupes mafieux. Il s'agit de réfléchir à la façon par laquelle ces flux mondialisés de marchandises se territorialisent et s'enracinent dans certains lieux caractéristiques de la ville.

Douglas Toledo Piza : Licencié en relations internationales, chercheur au programme de formation doctorale en sociologie de la FFLCH de l'Université de São Paulo. Contact : dtpizza@usp.br

Résumé : Autour de la rue 25 de Março, zone centrale de la ville de São Paulo, se développe un commerce populaire multi scalaire, avec des logiques multiples de territorialisation commerciale, résidentielle et relationnelle. Les Chinois y jouent un rôle singulier, gérant l'arrivée de produits *fabriqués en Chine*. Le centre-ville est ainsi complètement mondialisé : l'entrepôt commercial et les résidences des Chinois occupent ce qu'a été le noyau originaire de la ville. Les lieux de travail et d'habitation sont précaires, objet d'une occupation temporaire et circulatoire. Les Chinois transitent de l'un à l'autre, invisibles. Il ne s'agit pas d'une enclave économique, ethnique ou d'une communauté étrangère résidentielle ; plutôt de zones peuplées par des Chinois et d'autres populations placées dans des relations de concurrence, de compétition, voire d'isolement les unes par rapport aux autres.

IV – Trafics et marchés illicites dans la mondialisation

Jean Rivelois : Sociologue, chargé de recherches à l'IRD, chercheur à URBI-environnement urbain, UR 29, programme gouvernement et limites de la gouvernance urbaine ; et les politiques publiques de lutte contre la corruption au Mexique : entre efficacité et légitimité. Il est notamment l'auteur de *Drogue et pouvoirs : du Mexique aux Paradis*. Paris, L'Harmattan/Horizons Amériques latines, 1999. Le titre de son intervention à Cerisy est « Le contexte mondialisé de la criminalité transnationale ». Contact : jean.rivelois@ird.fr

Résumé : Nous partons de l'hypothèse que les trafiquants internationaux de marchandises illicites ne construisent pas des routes au hasard et qu'ils vont se greffer sur un contexte déjà mondialisé pour construire des alliances transnationales entre différents groupes. Si bien qu'il y aurait des raisons à la fois objectives et culturelles qui permettent de comprendre sur quelles bases se construisent les routes transnationales. Notre objectif sera donc de mettre à jour les différents types d'alliances et de solidarités transnationales qui aboutissent à la construction des routes des trafics par des réseaux criminels transnationaux. Parmi ces types d'alliances que nous recenserons, il y a : les alliances d'Etat, les alliances de mouvements d'opposition, les solidarités sociales entrepreneuriales et associatives, les solidarités régionales bi-frontalières, les solidarités transnationales issues d'une même culture politique et les diasporas actives. En conclusion, nous montrerons que la mondialisation des trafics repose sur « la complémentarité des deux termes opposés » que sont l'international (la mondialisation institutionnelle par le haut) et le transnational (la mondialisation par le bas que bâtissent les entrepreneurs, notamment les entrepreneurs du crime). Le lien entre ces deux formes de mondialisation serait constitué par des arrangements corruptifs dont l'expression territoriale forme les paradis fiscaux.

Jacqueline Sinhoretto : sociologue, Maître de conférences à l'Université Fédérale de São Carlos, Brésil, chercheur à l'Instituto de Estudos Comparados em Administração Institucional de Conflitos - INCT-InEAC, ancienne post-doctorante du programme Hermès, MSH-Paris.

Résumé : Le traitement des informations réunies par la Commission parlementaire d'enquête sur le narcotrafic au Brésil (Rapport de la Chambre des Députés, 2000) permet une analyse des marchés de drogues d'un point de vue peu souvent exploré. Le Rapport présente des informations sur des réseaux d'affaires dans 23 états fédérés brésiliens et sur trois réseaux internationaux. On y trouve une étonnante source d'informations sur le profil des individus impliqués dans le commerce des drogues, leurs formes d'organisation et des formes multiples d'articulation entre des réseaux locaux,

régionaux, nationaux et transnationaux. L'analyse du profil des individus mis en accusation témoigne d'une grande diversité sociale et aussi de degrés importants d'articulation entre leurs activités illicites et des affaires relevant de l'économie formelle et légale. Articulation également avec des agents et des positions relevant des institutions étatiques. Le traitement préliminaire de ces données suggère une remise en cause des significations cristallisées dans l'expression « crime organisé », suggérant qu'il n'y a pas dans ce phénomène rien qui s'apparenterait à un type sociologique homogène. Ce que la CPI offre à l'analyse, ce sont des modalités diverses d'organisation, avec des formes variables de circulation de biens, de personnes et de pouvoirs. Dans certains cas, on voit apparaître des réseaux très organisés qui exercent un contrôle violent de leurs territoires, alors que dans d'autres ces réseaux sont souples et non violents. Dans tous les cas, des positions stratégiques sont mobilisées à l'intérieur des institutions étatiques, sans qu'il y ait un modèle unique de liens entre les marchés de la drogue, l'économie formelle, la politique et l'Etat.

Fernanda de Almeida Gallo : Elle est politologue, doctorante au programme de formation doctorale en Sciences Sociales de l'UNICAMP, allocataire de recherche de la CAPES et effectue actuellement un séjour de recherches d'un an au LISST/UTM. Le titre de sa communication à Cerisy est « Des réseaux cachés. L'implication de députés de la Commission Parlementaire d'Enquête brésilienne sur le narcotrafic dans la criminalité. » Contact : fernandinha.almeida@gmail.com

Résumé : En 2000, une Commission Parlementaire d'Enquête brésilienne a rendu public un rapport sur le narcotrafic. A partir d'une analyse de réseaux, il s'agit de mettre en évidence la participation de certains députés aux réseaux criminels sur lesquels ils enquêtaient.

Ricardo Vargas Mesa : (à confirmer)

Michel Kokoreff : Sociologue, Professeur à l'Université de Nancy II, chercheur au Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales, équipe Lasures, associé au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques, CADIS, UMR 8039, CNRS/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est l'auteur, entre autres, de *La drogue est-elle un problème ? Usages, trafics et politiques publiques*. Paris, Payot, 2010 ; et (avec Michel Peraldi et Monique Weinberger) *Economies criminelles et mondes urbains*, Paris, PUF, 2007. Le titre de son intervention à Cerisy est « Drogues et trafics, entre globalisation et localisation ». Contact : michel.kokoreff@wanadoo.fr

Résumé : Consommations et trafics de produits stupéfiants sont au cœur de la mondialisation. Les pays producteurs du Sud acheminent par tonnes les drogues illicites dans les pays du Nord où elles sont commercialisées et consommées massivement. Face à ce modèle original de circulation, on comprend les enjeux de la focalisation de l'attention publique sur les territoires situés aux marges des villes globales postindustrielles. Dans cette oscillation entre réseaux hors sol et zones de micro-traffic, on perd de vue ce qui se passe entre, les supports sociaux, régulations informelles et logiques d'acteurs en jeu.

Olga Gonzalez : Sociologue, docteure de l'EHESS, post-doctorante à l'Université du Luxembourg et présidente du Groupe Actualités Colombie de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris. Elle est l'auteur de différentes publications sur la violence, les drogues et les migrations internationales. Le titre de sa communication à Cerisy est « "L'illégal" en Colombie : déstructuration sociale, déviance et débrouille ». Contact : olgalu@free.fr Page web : <http://olgagonzalez.wordpress.com/>

Résumé : La position particulière de la Colombie dans le marché international des drogues (premier pays fournisseur de cocaïne du monde depuis plusieurs décennies) est relativement bien connue. Ce

qui l'est moins, c'est le fait que la sphère de l' « illégal » a une ancienne histoire dans ce pays, et surtout que les marchés et les pratiques illégaux sont très largement répandus au sein de la société colombienne. Ce papier donnera des éléments de repère pour expliquer pourquoi cette large pénétration de l'« illégal » (argent sale, contrebande, recours à des sicaires, cartels...) n'est pas exclusivement l'expression de secteurs paupérisés ou marginaux, mais recouvre de très larges pans d'une société, en la déstructurant. C'est dans cette perspective également que nous examinerons la notion d' « État mafieux », forgée dans les années 2000. Ce contexte nous amènera à nous interroger sur la question de la déviance : que veut dire un comportement déviant dans une société où l'illégalité est une pratique ordinaire? Nous proposons la notion de *débrouille* pour approfondir cette analyse.

Sergio Adorno : Sergio Adorno est sociologue, spécialiste des questions de crime, violence et justice, professeur à l'Université de São Paulo, Brésil, directeur du Centre d'étude de la violence de l'Université de São Paulo, NEV-USP. En France, il a notamment codirigé, avec Angelina Peralva, le numéro thématique Dialogues franco-brésiliens sur la violence et la démocratie, *Cultures et Conflits*, 2005. Le titre de sa communication à Cerisy est « Chronologies du crime à São Paulo ». Contact : sadorno@usp.br

Résumé : A partir d'une série historique de quatre décennies d'évolution des homicides, croisée avec d'autres séries historiques (dont les régimes d'occupation du territoire urbain, projet en cours dans le NEV-USP), il s'agit de mettre en évidence les changements récents dans l'économie du crime urbain à São Paulo.

Daniel Hirata : Daniel Veloso Hirata est docteur en sociologie de l'Université de São Paulo. Il étudie actuellement les articulations entre les formes de contrôle social et les illégalismes populaires. Il a publié notamment (avec Vera Telles) "Cidade e práticas urbanas: nas fronteiras incertas entre o ilegal, o informal e o ilícito", *Estudos Avançados*, 2007 ; "Les 'Racionais' et la Vida Loka" in Robert Cabanes et Isabel Georges, *São Paulo, début de siècle : La ville d'en bas*, Paris, L'Harmattan, 2009. Contact : velosohirata@gmail.com

Résumé : Seront exposés les résultats de recherches réalisées ces dernières années sur les relations entre formes de contrôle social et illégalismes populaires. L'action gouvernementale de répression au trafic de drogues et la trame relationnelle sur laquelle s'appuie l'activité des narcotrafiquants est le point de départ pour comprendre les modes de régulation de ce circuit de l'économie urbaine et ses formes de territorialisation. À partir d'une recherche ethnographique dans une région périphérique de São Paulo, il s'agit de décrire les liens entre policiers et trafiquants constitutifs d'un marché complexe d'extorsion; la constitution des formes de territorialisation du commerce de détail de drogues, ainsi que les rapports sociaux autour de l'achat et de la vente de ces produits illicites.

Vera Telles : Vera Telles est professeur au département de sociologie de l'Université de São Paulo et coordinatrice brésilienne du programme franco-brésilien de coopération « Trajectoires, circuits et réseaux dans la mondialisation ». Elle a publié avec Robert Cabanes « Nas tramas da cidade : trajetórias urbanas e seus territórios » (São Paulo, Humanitas, 2006) ; avec Gabriel Kessler, le dossier "Illégalismes en Amérique latine", *Tempo Social*, revue de sociologie de la USP, 2010. Son dernier livre, « A cidade nas fronteiras do legal e ilegal (Belo Horizonte, Argumentum, 2010), présente les résultats d'une recherche menée pendant dix ans dans la ville de São Paulo avec un collectif de jeunes chercheurs orientés vers l'étude de différentes figures des illégalismes urbains. Le titre de sa

communication à Cerisy est « Les frontières de la loi comme champ de disputes ». Contact : vstelles@uol.com.br

Résumé : Les études sur les grandes métropoles brésiliennes et/ou latino-américaines abordent de façon récurrente la question de l'élévation des taux de criminalité. Cependant, un écueil contre lequel elles butent et, encore plus précisément, contre lequel butent les efforts de la sociologie pour expliquer le délit, se trouve dans la primauté accordée à la référence normative au droit. Cela les rend impuissantes à appréhender une certaine transivité entre le légal et l'illégal observable dans l'espace urbain, au niveau des pratiques et des trames sociales. Dans leur parcours, les individus peuvent passer de l'un à l'autre côté de ces frontières, au fur et à mesure que se modifie le statut des biens et des produits qui font l'objet de transactions dans des marchés informels en expansion, eux-mêmes illégaux par moments, légaux dans d'autres, ces passages accompagnant de façon tangentielle les frontières incertaines du licite et de l'illicite. Et il est vrai que si l'ordre est constamment négocié, les frontières entre le légal et l'illégal ne le sont pas moins. Il ne s'agit pas de relations dichotomiques ni dotées d'une quelconque fixité, car différents illégalismes circonscrivent des champs d'interaction qui se combinent ou se transforment à travers la négociation, le contrôle social, la tolérance ou la répression. Ce qu'il importe de souligner, c'est que ces frontières sont politiquement sensibles, puisque conformées par des lois et des institutions, par des dispositifs de contrôle social et de répression, mais aussi par des politiques sociales et des programmes urbains. Aux points de passage, se forme une constellation de jeux de pouvoir qui participent également aux disputes autour des frontières du légal et de l'illégal et à leurs déplacements, ainsi qu'aux sens controversés attribués à l'ordre et son revers. C'est à l'intérieur de ces cadres et en rapport avec de telles scènes qu'il importe d'analyser les figures contemporaines du travailleur urbain, lequel en appelle de façon discontinue et intermittente à des opportunités légales et illégales qui coexistent et se superposent dans les marchés du travail, alors même qu'une expansive zone grise rend incertaines les différences entre travail précaire, stratégies de survie et activités illégales.

V – Etat, régulations et droits face aux marchés illégaux mondialisés

Wanda Capeller : Elle est juriste, professeur à l'IEP de Toulouse, membre du comité de rédaction de la revue Droit & Société et auteure de nombreux ouvrages sur les transformations contemporaines du champ pénal sous l'impact de la mondialisation. Le titre de sa communication à Cerisy est « La mondialisation et les transformations actuelles du champ pénal ».

Contact : wanda.capeller@sciencespo-toulouse.fr

Résumé : « La mondialisation est intimement liée à ce bouleversement profond du champ pénal moderne dont l'espace normatif se trouve identifié à l'Etat, le temps normatif inscrit dans la durée, l'ordre normatif organisé autour de la loi. Désormais, l'unité et la stabilité sont menacées par l'internationalisation croissante des sources du droit et par la remise en cause du monopole de l'Etat dans la production de la norme. »

Marcos César Alvarez : Il est sociologue, professeur au département de sociologie et au PPGS de l'Université de São Paulo et chercheur au Centre d'étude de la violence – NEV-USP. Le titre de sa communication à Cerisy est « Redéfinition des espaces frontaliers dans le Brésil contemporain. »

Contact : mcalvarez@usp.br

Résumé : La frontière est un enjeu fondamental de l’imaginaire étatique moderne. On s’accorde généralement pour penser que les fonctions centralisatrices et ordonnatrices de l’Etat auraient comme corollaire ses frontières, qui marqueraient les limites de la centralisation étatique en tant qu’espaces problématiques de domination et conflit. Des débats récents dans le domaine des sciences sociales ouvrent néanmoins vers de nouvelles possibilités d’analyse de ces questions, à partir d’une approche des pratiques de pouvoir – impliquant des dispositifs de souveraineté, de discipline et de gestion gouvernementale – faisant apparaître l’Etat comme un projet incomplet, qui doit être constamment énoncé et imaginé, évoquant les limites du dehors, du lieu sauvage, du vide et du chaos. Dès lors, il faut penser les frontières moins comme des espaces limites et périphériques vis-à-vis du pouvoir central et davantage comme des *marges* qui se multiplient et se déplacent autant à la périphérie qu’au centre. Il devient possible, dès lors, d’aborder de façon problématique l’image de l’Etat en tant que forme administrative d’une organisation politique rationalisée, tendant à s’affaiblir ou à se désarticuler seulement au long de ses frontières territoriales et sociales ; repenser les relations entre centre et périphérie, entre le public et le privé, entre le légal et l’illégal, rendant possible une analyse des lignes de tension qui traversent autant les démocraties libérales, complètes ou incomplètes, que les Etats dits en échec. C’est dans cette perspective que nous analyserons les nouvelles formes d’action étatique en cours de développement au long des frontières brésiliennes, comme le PEFRON – surveillance spécialisée de la frontière, le Programme Calha Norte (PCN) et le Système Intégré de Santé des Frontières – SIS Frontières, entre autres initiatives.

Michel Misse : Sociologue, Professeur à l’IFICS, Université fédérale de Rio de Janeiro, directeur du Nucleo de Estudos em Cidadania, Conflito e Violência Urbana, NECVU/UFRJ. Le titre de sa communication à Cerisy est “Echanges illicites et marchandises politiques”. Contact: m.misse@uol.com.br

Résumé : Les pratiques de corruption et autres formes d’échanges illicites observés dans le contexte brésilien, notamment ceux qui impliquent le pouvoir institué, gagnent à être abordés à partir d’un concept que nous expliciterons, celui de « marchandise politique ». Pour cela, nous ferons appel à des classifications policières des crimes et des illégalismes pratiqués à Rio de Janeiro, en tenant compte d’une typologie des justifications qui normalisent ces échanges illicites.

Angelina Peralva : Elle est sociologue, professeur à l’Université de Toulouse II, coordinatrice avec Vera Telles du programme de coopération « Trajectoires, circuits et réseaux dans la mondialisation ». Ses publications portent sur différents aspects des dynamiques démocratiques et la manière par laquelle elles remettent en cause l’architecture institutionnelle des Etats-nations. Dernier livre publié (avec Gilles Ferréol) : *Altérité, dynamique sociale et démocratie*, Paris, LGDJ, 2010. Le titre de sa communication à Cerisy est « Mutation des marchés nationaux : retour sur une hypothèse historique ». Contact : peralva@univ-tlse2.fr

Résumé : Dans ses recherches au long cours sur la constitution des Etats modernes pré-démocratiques en Occident, Charles Tilly place la formation historique de l’Etat dans la perspective d’un monopole exercé sur une niche particulière du marché, celle de la « protection » des biens et des personnes. Selon lui, la formation de l’Etat garderait une analogie étroite avec les phénomènes d’extorsion et le crime organisé, avec l’avantage de la légitimité. L’exploitation coercitive des populations soumises au pouvoir d’Etat, dit-il, a joué un rôle crucial dans la création des Etats européens. En même temps, la résistance populaire à cette exploitation coercitive a forcé les prétendants au pouvoir à leur accorder une protection et à limiter leur propre action. La construction de l’Etat en Europe est contemporaine du développement du capitalisme commercial et ces deux

logiques se complètent et se renforcent mutuellement. Tilly rappelle la longue relation d'amour et de haine entre ceux qui aspiraient à la construction de l'Etat et, au XVIe siècle, *des bandits et pirates au service des villes et des villes-Etats*. La distinction entre violence « légitime » et « illégitime » aurait pris du temps pour être clarifiée et s'est appuyée, entre autres, sur la professionnalisation progressive d'un corps de fonctionnaires.

Tilly place l'utilité actuelle de ce retour sur l'histoire dans la perspective d'une analyse des relations entre Etats démocratiques consolidés et Etats émergents. Il nous suggère aussi que l'expérience démocratique, au cœur de nos représentations actuelles sur ce que doivent être les Etats, est étroitement dépendante à la fois de la souveraineté exercée par ces derniers sur un territoire et de la capacité des populations qui y habitent à conflictualiser leur relation aux gouvernants. Ces représentations définissent une norme de relations entre gouvernants et gouvernés exprimée à travers des rhétoriques diverses et variées – « République », « accountability » etc. Il intéresse peu ici de savoir jusqu'à quel point ces rhétoriques sont vraies ou fausses. Dans la mesure où elles ont été internalisées, elles définissent la nature des conduites que les gouvernés attendent de leur gouvernement, le rendant susceptible par conséquent d'être sanctionné par le vote, s'il ne s'y conforme pas. La mondialisation actuelle a profondément remis en cause ce schéma, lui-même corrélatif d'un événement singulier dans l'histoire moderne, la formation des marchés nationaux. Nous examinerons les termes de cette remise en cause, à partir de deux hypothèses principales. D'abord, la mondialisation favorise les conduites de « sortie » au détriment des conduites de « protestation », ce qui tend à affaiblir la dynamique nationale démocratique ou, au contraire, à la crispier. Deuxièmement, elle brise la cohérence du rapport des Etats aux lois en vigueur dans les territoires sur lesquels ils exercent un pouvoir souverain, comme le montrent différents travaux présentés dans ce colloque.

Conférence de clôture

Michel Wieviorka : « Les valeurs universelles sont-elles universelles ? »
